

Avant-propos

Le secteur de la sécurité est un pan important et en pleine expansion de l'activité économique. Ces dernières années, un sentiment de hausse de la criminalité, la menace d'attentats terroristes et la libéralisation croissante de la circulation des biens, des capitaux et des hommes, ont provoqué un accroissement des budgets des pouvoirs publics, des entreprises et des consommateurs consacrés aux biens et services de sécurité. Cette évolution promet d'avoir de profondes répercussions économiques et sociétales à longue échéance. Pour les responsables politiques, l'enjeu est de trouver le moyen de satisfaire le besoin apparent de renforcement de la sécurité sans entraver inutilement l'efficacité économique et les droits des citoyens des sociétés libérales.

Mi-2003, j'ai proposé à différents hauts responsables des pays membres de l'OCDE d'explorer le phénomène de la « nouvelle économie de la sécurité ». Il était clair à mes yeux que ce concept général restait partiellement incompris, car il était au fond la résultante de la convergence de nouvelles tendances de nos sociétés. Des technologies toujours plus performantes apportent à nos économies des outils utilisables dans de nouveaux produits et services, dont par exemple la surveillance, le stockage et la récupération de gros volumes de données et d'informations. Des bases de données relationnelles plus volumineuses couplées à une forte capacité de calcul créent de nouvelles possibilités de suivi et de contrôle de l'information sur les produits et services – et sur les individus et l'environnement mondial lui-même. Tout aussi clairement, les questions de sécurité nationale pouvaient selon toute probabilité constituer un axe important de l'intérêt des pouvoirs publics et des entreprises. Ce que nous voulions dans le cadre du Programme de l'OCDE sur l'avenir, c'était offrir une plate-forme de discussion de l'avenir de l'économie de la sécurité, de ses composantes et de ses moteurs, dans le secteur tant public que privé.

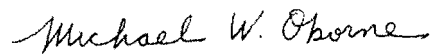
Une première étape a consisté à élaborer le contexte du concept. Pour disposer très tôt des éléments nécessaires, nous avons rédigé un document de délimitation du champ thématique définissant et inventoriant les types de problèmes qui émergent de cette convergence de technologies et de nouveaux besoins sécuritaires. Nous sommes ensuite passés à l'élaboration de la réunion du Forum, base à partir de laquelle nous avons lancé les appels à présentations orales et rapports écrits. Le Forum s'est tenu le 8 décembre 2003 au siège de l'OCDE à Paris.

La réunion s'est articulée en quatre sessions. La première d'entre elles a permis de passer en revue les moteurs sociaux, économiques et institutionnels de la demande

croissante de sécurité, et de dessiner les tendances et les évolutions qui devraient déterminer son ampleur et son orientation futures. La seconde session a examiné l'offre de sécurité, détaillant l'état de plusieurs technologies essentielles d'identification, d'authentification et de surveillance et explorant leur probable évolution au cours de la décennie à venir. Au cours de la troisième session, ce sont les répercussions économiques à plus long terme de l'économie émergente de la sécurité qui ont été abordées : quels arbitrages faudra-t-il consentir au cours des prochaines années entre un surcroît de sécurité d'un côté et l'efficacité économique de l'autre ? Quel[s] rôle[s] les pouvoirs publics et les entreprises pourraient-ils jouer pour contribuer à résoudre ces dilemmes ? La quatrième et dernière session a été consacrée aux implications sociétales à moyen et long terme de l'usage croissant de technologies de sécurité. Plus précisément, elle a abordé l'avenir de la « société de la surveillance » et ce qui peut être fait pour orienter le développement et l'utilisation de technologies d'identification et de surveillance sur des pistes que la société considère, tout bien pesé, comme les plus bénéfiques globalement.

Barrie Stevens a conçu et organisé la réunion, et rédigé les deux premiers chapitres du rapport. Jack Radisch a déterminé le champ initial du concept et des questions à aborder, la partie recherche étant confiée à Marit Undseth et le soutien logistique à Concetta Miano. Le volume a été révisé par Randall Holden.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.



Michael W. Osborne
Directeur,
Questions multidisciplinaires,
Programme de l'OCDE sur l'avenir